



MEXIQUE



D 2093 • Mx11  
16-31 juillet 1996

**MOTS-CLEFS**  
Église catholique  
Hiérarchie  
Épiscopat  
Église-État

## *Diffusion de l'information sur l'Amérique latine*

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

# **LA HIÉRARCHIE CATHOLIQUE MEXICAINE DANS LES ANNÉES QUATRE-VINGT-DIX**

*L'évolution de l'épiscopat mexicain, un des plus importants d'Amérique latine, comporte des éléments suffisamment divers pour rendre difficile une appréciation globale sur son évolution. Du rôle joué par le nonce apostolique à celui exercé par l'évêque de San Cristóbal de Las Casas, du "nettoyage" opéré dans le secteur social le plus engagé de cet épiscopat à l'existence d'un discours*

*épiscopal officiellement critique face au néolibéralisme, autant de réalités qu'il faut tenter de mettre en perspective pour mieux comprendre le fonctionnement d'une Église désormais dotée d'un nouveau cadre juridique dans la société mexicaine.*

*Texte de Raquel Pastor, paru dans Cencos, février 1996 (revue du Centre national de communication sociale, Mexico).*

Si l'on veut réfléchir sur la situation de l'Église catholique au Mexique, il est indispensable de considérer les événements qui font que cette institution est différente de ce qu'elle était dans les années quatre-vingt.

Il conviendrait de considérer d'abord la situation du Vatican. Le pape Jean-Paul II vient de terminer la dix-septième année de son pontificat ; or il est évident que sa condition physique est bien différente de ce qu'elle fut pendant les premières années. De cela nous pouvons déduire que, présentement, l'Église catholique est confrontée au déclin du pontificat de Jean-Paul II. Toutefois, trois événements sont significatifs de la place nouvelle que le Mexique occupe dans le gouvernement général de l'Église : d'une part, la première visite du Pape a eu un tel impact que cela l'a amené à faire deux autres voyages dans ce pays ; d'autre part, l'établissement de relations diplomatiques entre le gouvernement du Mexique et le Vatican a été possible à condition que soit réformée

la Constitution mexicaine en matière d'institutions religieuses et de culte public ; et, enfin, la nomination de deux nouveaux cardinaux dans ce pays.

Dans ce contexte, il est indispensable de souligner le rôle du représentant du Vatican au Mexique, Jerónimo Prigione qui, sous le gouvernement de Carlos Salinas de Gortari, était devenu un élément de contrôle politique fondamental, en particulier vis-à-vis de l'épiscopat mexicain. Parmi ses interventions le plus importantes il convient de rappeler la part qu'il a prise dans la désignation des nouveaux prélats, la négociation des réformes constitutionnelles en matière d'institutions religieuses (1991), l'établissement de relations diplomatiques avec le Vatican (1992), les manœuvres destinées à étouffer les protestations des évêques à la suite de l'assassinat du cardinal Posadas (mai 1993) et le projet de déposer l'évêque de San Cristóbal de Las Casas (fin 1993).

Même si, à la fin du mandat de six

ans, il a dû subir, et surtout par voie de presse, une sérieuse campagne de discrédit d'abord en raison de son projet d'expulser Samuel Ruiz et ensuite quand fut dénoncée sa rencontre avec le chef militaire Arellano Félix, la désignation du nouvel archevêque primat du Mexique et de l'évêque coadjuteur pour le diocèse de San Cristóbal de las Casas, au cours du mandat de Ernesto Zedillo, démontrent qu'il jouit d'une grande influence au Vatican, et particulièrement auprès de la Sacrée Congrégation pour les évêques.

Le deuxième facteur important qui différencie cette décennie des précédentes est la nouvelle composition de l'épiscopat mexicain. On peut dire qu'à partir de février 1992 a commencé le nettoyage du secteur le plus engagé socialement, tant au niveau local que national. (...)

Outre la désagrégation du groupe des évêques les plus attachés au Concile Vatican II et les plus indépendants du nonce, trois modifications importantes sont à signaler : l'assassinat du cardi-

nal archevêque de Guadalajara, Juan Jesús Posadas Ocampo (1993) et son remplacement par le nouveau cardinal Juan Sandoval Inigo, l'élection du nouveau président de la Conférence des évêques mexicains, Sergio Obeso Rivera (1994), qui remplaça l'archevêque de Monterrey, Adolfo Suárez ; la démission du cardinal primat du Mexique, Ernesto Corripio Ahumada qui fut remplacé par Norberto Rivera Carrera (1995).

L'assassinat du cardinal Posadas a conduit une bonne partie de l'épiscopat à exiger du gouvernement que toute la lumière soit faite sur cette affaire, à dénoncer la partialité de la justice en général ainsi que la grande influence du narcotrafic sur les hautes sphères gouvernementales. La rébellion des évêques surprend d'autant plus que le nonce apostolique avait donné des consignes de silence. Plus tard, l'appui que l'évêque Samuel Ruiz recevra de la plupart des prélats mexicains au moment où il sera l'objet de campagnes de diffamation de la part du gouvernement et des mass media en raison du rôle de médiateur qu'il a joué dans le conflit armé du Chiapas surprendra beaucoup. Il était prévisible qu'à cause de ce qui était arrivé à Posadas, une bonne partie de l'épiscopat ait décidé de resserrer les rangs chaque fois que l'un d'entre eux serait agressé. Toutefois, Samuel Ruiz García allait devenir l'évêque le plus sujet à controverse au niveau ecclésiastique en général et servirait désormais de référence pour repérer les évêques qui essaieraient de se situer du côté de Prigione et ceux qui chercheraient à garder une certaine indépendance.

Par ailleurs, l'élection de l'archevêque de Jalapa, Sergio Obeso Rivera, comme président de la CEM<sup>1</sup> reflète le consensus des évêques mexicains pour s'opposer au contrôle que le nonce apostolique a exercé depuis plusieurs années. Il convient de souligner le rôle que le président de la Conférence épiscopale a joué jusqu'à maintenant dans

le processus de pacification du Chiapas et les efforts qu'il a déployés auprès du ministère de l'intérieur en ce qui concerne le problème des prêtres étrangers expulsés du pays.

Enfin, à propos du nouvel archevêque primat du Mexique il convient de faire remarquer que son élection n'a pas causé de surprise puisqu'il s'agissait du précédent évêque de Tehuacán, Puebla, qui, entre autres choses, a consenti à la fermeture du Séminaire régional du sud-est comme le souhaitait le délégué apostolique de l'époque, Jerónimo Prigione. Cependant, à partir du moment où Rivera a occupé la fonction ecclésiastique la plus importante du pays, il n'a pas cessé, dans ses déclarations, de se faire l'écho des requêtes et des critiques de la société à l'égard du gouvernement. Par ailleurs, il s'est montré



très combatif en ce qui concerne la question de l'avortement.

Un troisième élément différencie fondamentalement la situation de l'Église mexicaine d'aujourd'hui de ce qu'elle fut dans les décennies précédentes : nous voulons parler du nouveau cadre juridique des institutions religieuses. On sait qu'en ce domaine, la réforme constitutionnelle est le fruit de négociations au sommet qui, tout en reconnaissant aux "associations religieuses" la personnalité juridique, laisse toute latitude au gouvernement du Mexique pour lui permettre d'imposer un certain nombre de restrictions. Or, le rôle politique de certains évêques, parmi lesquels Samuel Ruiz et Rivera Carrera a conduit certain secteur du Parti révolutionnaire institutionnel à essayer de faire modifier la loi en vue de limiter les fonctions de l'Église. De fait, la Direction des affaires religieuses qui dépendait du ministère de l'intérieur est devenue depuis peu le sous-secrétariat aux affaires juridiques et religieuses destiné à définir la nou-

velle législation qui sera applicable à ces institutions.

L'épiscopat mexicain d'aujourd'hui jouit d'une influence grandissante au Vatican ; il s'est renouvelé sous l'impulsion du nonce apostolique mais il semble manifester le désir d'une plus grande autonomie par rapport à la représentation vaticane. Dans cette perspective, au cours de ces dernières années, on a pu trouver des évêques qui, sans prendre de positions radicales, ont repris à leur propre compte les requêtes sociales et, par voie de conséquence, les critiques adressées au gouvernement. Le courant radical de l'option pour les pauvres a pratiquement disparu mais, dans les critiques qui sont faites au néolibéralisme, on retrouve une partie de son discours.

Ce qui va certainement modifier cette attitude critique est à chercher du côté de la dernière Assemblée générale de la CEM qui s'est tenue à la fin de l'année dernière (1995). Au cours de cette réunion, les évêques ont rencontré plusieurs hauts fonctionnaires venus leur présenter des projets gouvernementaux. Immédiatement, certains d'entre eux, et en particulier la présidence, ont mis une sourdine à la vivacité de leurs critiques : il s'agissait d'appeler le peuple mexicain à réaliser son unité autour du président de la République, Ernesto Zedillo. Qu'attend la hiérarchie catholique de son rapprochement avec le gouvernement ? Le refus de dépenaliser l'avortement, l'adoption d'une législation qui ménage ses intérêts ? Jusqu'à quand Zedillo sera-t-il fidèle à cette alliance ? Il convient de rappeler que, quelques jours avant qu'il n'effectue la première visite officielle au Vatican pour rencontrer le pape, eut lieu une interview publique au cours de laquelle il déclara l'Église responsable de la situation de misère des indigènes.

Enfin, l'Église catholique mexicaine est en train de vivre actuellement un processus de transition incertaine.

*Traduction DIAL En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.*

1. CEM : Conférence épiscopale mexicaine (NdT).